

SOUSCRIPTION DU NPA

UNE LIBRAIRIE

UN LIEU

UNE IMPRIMERIE

UN PARTI



AU SERVICE DES LUTTES

ET DE LA RÉVOLUTION

ZOOM

Emploi : le père Noël
est une ordure

Page 2

INTERNATIONAL

Tunisie. Soutien
aux prisonnierEs,
stop à la répression

Page 4

ARGUMENTS

La révolution
russe de 1905,
120 ans après

Page 5

CHAMP LIBRE

Souscription du NPA 2025.
Vous avez au moins une
bonne raison de donner

Page 8

Édito

Victoire
du pinochetisme
au ChiliPar le **NPA-L'ANTICAPITALISTE**

L'extrême droite a remporté l'élection présidentielle chilienne ce dimanche 14 décembre. José Antonio Kast s'est imposé au second tour avec 58,30 % des suffrages, dans le cadre d'un nouveau système de vote obligatoire, 35 ans après la fin de la dictature de Pinochet. Admirateur du dictateur et héritier politique d'un courant historiquement lié au pinochetisme, Kast accède au pouvoir par les urnes, soutenu par les droites conservatrices ralliées. Il l'emporte dans l'ensemble des régions face à Jeannette Jara, candidate communiste à la tête d'une large coalition progressiste. L'espoir né du grand soulèvement populaire d'octobre 2019 semble désormais bien loin. Le gouvernement de Gabriel Boric, élu en 2021, avait promis de faire du Chili « le tombeau du néolibéralisme » : l'échec du processus constitutionnel en 2022, la marginalisation du mouvement social, les renoncements et le recentrage social-libéral du gouvernement, l'agenda sécuritaire et une campagne massive des grands groupes médiatiques dominants ont ouvert la voie à une recomposition réactionnaire. Dans un parlement largement tenu par les droites et l'extrême droite, Kast entend imposer un programme ultralibéral, autoritaire, sécuritaire, xénophobe, misogyne et violemment anticomuniste. Les femmes, les migrantEs, les peuples autochtones, les militantEs et les syndicalistes seront les premières cibles de ce pouvoir, qui n'hésitera pas à recourir à l'arsenal répressif de l'État chilien. Cette défaite constitue une alerte majeure pour les forces de gauche et antifascistes à l'échelle internationale. En Amérique latine comme ailleurs, la montée de l'extrême droite s'inscrit dans une dynamique globale de durcissement autoritaire, renforcée par la crise du capitalisme et les offensives impérialistes en cours. Face à cette situation, il est urgent de construire un véritable front antifasciste international, mais aussi des alternatives capables de répondre aux aspirations des classes populaires. Le NPA-l'Anticapitaliste s'engagera pleinement dans les initiatives de solidarité avec le peuple chilien et les forces sociales et politiques qui résisteront à ce nouveau pouvoir. Nous exprimons toute notre solidarité avec les habitantEs du Chili, et en particulier avec celles et ceux qui seront en première ligne face à cette offensive réactionnaire.

Bien dit

Je n'ai jamais lu la définition du dictionnaire, mais ça sent comme un génocide

ART SPIEGELMAN, auteur du célèbre roman graphique *Maus*, à l'occasion de l'ouverture de son exposition commune avec Joe Sacco à Paris : « *Never again... and again... and again* ». Ils exposent leur œuvre à quatre mains sur la guerre génocidaire à Gaza à la galerie Martel jusqu'au 10 janvier. Art Spiegelman ajoute « *La situation est remplie de très mauvaises concordances avec le passé.* »

À la Une

Emploi : le père Noël est une ordure

La CGT recense plus de 500 plans pour plus de 300 000 suppressions d'emplois : 700 emplois supprimés chez Brandt, 600 chez ArcelorMittal, 150 chez Novasco, 190 aux forges de Commentry, 200 chez Teisseire... À ces chiffres, il faut ajouter les intérimaires déjà remerciés, les CDD non reconduits, les prestataires et autres auto-entrepreneurEs sans missions.

Industrie, services, public : tous touchés

Tous les secteurs sont touchés : l'industrie et le commerce de manière visible, mais aussi les services et le secteur public. Le non-renouvellement des fonctionnaires qui partent à la retraite représente autant d'emplois qui disparaissent. Les coupes budgétaires opérées par l'État ces dernières années impactent très fortement le secteur des services, du médico-social et de la culture. On parle là de petites structures, souvent des associations, avec un double impact : non seulement des salariéEs, majoritairement des femmes dans ce secteur, vont se retrouver au chômage, mais en plus l'accompagnement des populations déjà les plus fragilisées va encore se dégrader.

Face à l'offensive patronale...

Nous sommes dans une phase d'accélération des suppressions d'emplois, alors même que le nombre de licenciements économiques est historiquement bas : le patronat utilise à plein régime les outils que les différents gouvernements ont complaisamment mis à sa disposition. On recense plus de 500 000 ruptures conventionnelles en

Suppressions d'emplois en cascade, précarisation massive et contournement du droit du travail : derrière les discours rassurants, la réalité sociale est celle d'une offensive patronale généralisée, dans l'industrie comme dans les services et le secteur public.



2024, 900 000 licenciements pour motifs non économiques sur les deux dernières années. Les petites entreprises de la sous-traitance, comme les structures assurant les délégations de services publics, licencient aussi. Ces changements de méthode permettent d'éviter les conflits et de contourner un certain nombre d'obligations. Nous sommes bien dans une phase de recul économique et de destruction des outils de production : avec 564 plans de sauvegarde de l'emploi en 2024, on est au plus haut depuis 2017 avec, qui plus est, une moyenne record de 100 salariéEs par plan. Les faillites d'entreprises sont plus nombreuses que lors de la crise de 2008-2009. Et on sait que, dans la foulée des licenciements industriels, on compte trois à cinq emplois induits qui disparaissent, notamment dans les services publics et les commerces.

toutes ensemble !

Dans plusieurs entreprises qui connaissent des suppressions d'emplois importantes, des bagarres ont lieu : Vencorex, Brandt, Teisseire, Duralex... Les primes de départ proposées par les patrons sont moins intéressantes qu'elles n'ont pu l'être par le passé, l'administration et les tribunaux valident sans surprise la plupart des plans patronaux et les réformes Macron ont considérablement réduit les possibilités de recours juridiques. Reste donc la lutte, que ce soit pour maintenir l'emploi ou améliorer les conditions de départ. Les projets de reprise par les salariéEs sous forme de SCOP se heurtent au contexte écono-

mique qui exacerbe la concurrence. Ils sont rarement validés par des juridictions au service des patrons, qui ne souhaitent pas voir fleurir des expériences de production échappant à la logique du profit capitaliste. Face à un patronat décomplexé, les salariéEs n'ont pas d'autre choix que de compter sur leurs propres forces pour obtenir une intervention de l'État ou des collectivités territoriales afin de maintenir l'emploi industriel et les financements des structures employeuses du secteur médico-social, sportif et culturel. Les luttes menées restent malheureusement, pour l'instant, très isolées les unes des autres. Au-delà du recensement utile opéré par la CGT, il est urgent de mettre en lien les équipes militantes qui se battent pied à pied pour dénoncer la logique globale d'un capitalisme sauvage qui n'a que mépris pour les travailleurEs et pour objectif de faire le maximum de fric. Il est urgent d'interdire les licenciements, d'assurer la continuité de l'emploi et des salaires pour toutes, de réduire massivement le temps de travail, de discuter de ce qu'il est utile de produire et comment le faire. C'est urgent pour qu'en 2026, nous puissions rêver et construire une société plus juste et respectueuse de notre planète.

La commission intervention sur les lieux de travail

À lire sur le site

Brandt: Non à la liquidation judiciaire! Sauvons les emplois!, communiqué du NPA-l'Anticapitaliste



Partout en France, le 18 décembre, des mobilisations ont marqué la Journée internationale des migrantEs. Manifestations, rassemblements et prises de parole ont affirmé une solidarité active face aux politiques racistes et répressives. Contre les frontières, les expulsions et la précarisation, des milliers de personnes ont rappelé que la liberté de circulation et d'installation est un droit fondamental.

DE GAUCHE À DROITE : À PARIS (PHOTO SUD LIVREURS), À PERPIGAN, À ROUEN ET À GAP (PHOTOS NPA), ET À SAINT-ÉTIENNE (PHOTO CGT)



ALGÉRIE Liberté pour Lyes Touati! Abandon des poursuites!

Lyes Touati, membre de la direction du Parti socialiste des travailleurs (PST), organisation sœur du NPA-A en Algérie, a été arrêté lundi 14 décembre et placé en détention préventive. La plus grande solidarité militante doit s'exprimer.

Lyes est victime depuis plusieurs années d'un harcèlement policier et judiciaire visant à mettre fin à ses activités militantes, qui sont nombreuses. Il est en effet reconnu pour sa participation à diverses mobilisations sociales, parmi lesquelles les actions de solidarité concrète lors de la crise du Covid, en particulier des achats et distributions de respirateurs artificiels, son implication dans le Hirak de 2019, le soutien à la mobilisation pour les libertés syndicales et contre les licenciements aux côtés des travailleurEs de Cevital, des actions écologistes pour la préservation de la bande boisée d'Aokas, ainsi qu'une grande mobilisation face aux magnats du foncier. Il a également participé à des actions antimilitaristes, à la solidarité avec le peuple

sahraoui contre le colonialisme, et bien sûr à la solidarité avec le peuple palestinien.

Une accusation fantaisiste mais très dangereuse

C'est sur ce point que Lyes est attaqué dans la procédure actuelle. En effet, il a publié sur Facebook une photo de Rima Hassan en tenue traditionnelle kabyle, accompagnée d'un commentaire moqueur contre le MAK (Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie). Cette organisation est une organisation sécessionniste, raciste et pro-sioniste, dont les positions politiques sont combattues par le PST. Lyes est accusé, sur la base de ce post, d'appartenir au MAK, ce qui n'a strictement aucun sens. Le MAK étant interdit dans le cadre d'une qualification

comme organisation terroriste, Lyes risque dix ans de prison.

Une campagne capitale pour le mouvement social algérien

Lyes a déjà été condamné à six mois de prison ferme pour avoir posté sur Facebook, dans le contexte d'un mouvement lycéen, la citation de La Boétie : « *Ils ne sont grands que parce que nous sommes à genoux, levons-nous. Soutien à tous les prisonnierEs d'opinion* ». Il avait toutefois fait appel et n'avait pas été incarcéré.

Une campagne de solidarité avec Lyes est lancée, avec, dans un premier temps, une pétition internationale. Cette campagne est de la plus haute importance. En effet, l'attaque contre Lyes est caractéristique des attaques en cours, depuis le Hirak, contre des milliers d'AlgérienNEs, dont certainEs croupissent pendant des mois en détention préventive, parfois avant d'être finalement relâchéEs sans procès. Les manifestations et l'immense majorité des actions militantes sont interdites. Le PST est lui-même arbitrairement suspendu depuis 2022, ses activités publiques étant ainsi interdites.

Mener et gagner une campagne pour la libération de Lyes serait donc, au-delà de la libération de Lyes lui-même, une victoire capitale pour le mouvement social en Algérie, permettant aux classes populaires de s'exprimer à nouveau.

Les camarades du monde entier sont donc invitéEs à signer et faire signer la pétition pour la libération de Lyes et pour l'abandon des poursuites, mais aussi à la faire signer par leurs organisations : <https://liberte-lyes.org>

Mohammed Larrache



PHOTOTHÈQUE ROUGE

UKRAINE Un prêt européen sans réparations

Alors que l'aide internationale à l'Ukraine est de plus en plus fragile et que les divisions européennes s'accroissent, l'Union européenne a accordé un nouveau prêt à Kyiv. Une décision qui permet de soutenir la résistance ukrainienne face à l'agression russe, mais qui échoue une fois encore à faire payer l'agresseur.

L'arrivée de Donald Trump au pouvoir a eu pour conséquences l'arrêt du soutien financier étatsunien et un soutien aux extrêmes droites européennes dont les penchants poutiniens s'accroissent. Dans ce contexte, les membres du Conseil européen sont parvenus à un accord (rusant avec l'obligation de consensus pour la politique extérieure de l'UE) pour octroyer un prêt de 90 milliards d'euros à taux zéro au pays qui résiste à l'agression militaire russe depuis bientôt quatre ans.

Blocage sur les réparations

La Commission européenne, sous la pression des pays baltes et scandinaves, proposait un « prêt de réparation » en apportant comme garantie les 210 milliards d'actifs de la Banque centrale de Russie détenus par les banques européennes : la Russie ne récupérerait ces fonds qu'à condition d'arrêter la guerre et de payer les réparations de guerre à l'Ukraine agressée, estimées à 1000 milliards de dollars. L'opposition à cette proposition a cependant été nette de



la part des gouvernements de nombreux pays. Ce fut en particulier le cas de la Belgique, où la société privée Euroclear détient la grande majorité des fonds russes. L'opposition est aussi venue de plusieurs partis de gauche, à tendance campiste ou alignés sur la défense de la propriété reconnue légitime du capital... d'où qu'il vienne. Le gouvernement français ajoute aux difficultés en refusant depuis deux ans de révéler l'identité

des banques françaises qui détiennent 18 milliards d'avoirs russes.

L'Ukraine peut continuer à résister

L'accord européen prévoit le recours à un emprunt commun, auquel ont refusé de participer les gouvernements d'extrême droite de la Hongrie, de la République tchèque et de la Slovaquie. Il permettra à l'Ukraine de retrouver des

marges de manœuvre pour financer sa résistance armée en 2026 et en 2027, ce qui conditionne toute reconstruction du pays. Il représente cependant une énième occasion manquée de faire payer l'agresseur et non pas l'agressé, qui devra rembourser sa dette.

Avec nos camarades ukrainienNEs et les organisations européennes impliquées dans la solidarité, nous continuerons à revendiquer l'annulation de la dette de l'Ukraine et la saisie complète des avoirs de l'État et des oligarques russes ainsi que la remise en cause des politiques néolibérales pour rendre possible, le moment venu, une véritable reconstruction du pays. L'ensemble des forces de gauche européennes devrait défendre cette perspective, qui fut partie intégrante du programme du NFP (Nouveau Front populaire), et soutenir les forces progressistes en Ukraine se battant pour le retour de la paix, la justice sociale et les droits démocratiques qui lui donnent son sens. **Le Groupe Solidarité Ukraine du NPA**

No Comment

J'ai décidé de doter la France d'un nouveau porte-avions

C'est ce qu'a annoncé EMMANUEL MACRON... le 21 décembre, lors d'une visite aux Émirats arabes unis. Voilà comment on décide en France d'une dépense militaire de 10 milliards d'euros alors que l'austérité rend exsangues tous les budgets sociaux et écologiques. Un effet des discours belliqueux qui envahissent l'espace public depuis quelques mois.

Agenda



Vendredi 23 janvier, réunion publique du NPA «Exploitations, oppressions, comment réagir?», Angers. Avec Aurore Koechlin, militante

féministe, chercheuse, autrice de *La révolution féministe* et *La norme gynécologique*, membre de la direction nationale du NPA. À 20h30, salle du Doyenné, 56 boulevard du Doyenné à Angers.

Le prochain numéro de **l'Anticapitaliste** sortira le jeudi 8 janvier 2026.

Bonne fin d'année



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

**Directrice
de publication :**
Penelope Duggan

**Secrétaire
de rédaction :**
Olivier Lek Lafferrière

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



ÉTAT ESPAGNOL Boycott de Viña Rock après son rachat par un fonds lié à Israël

Le boycott du festival Viña Rock, provoqué par son rachat indirect par un fonds d'investissement impliqué en Israël, illustre la force et la cohérence d'une scène culturelle, dans l'État espagnol, engagée et profondément solidaire de la lutte du peuple palestinien.

Chaque année, fin avril-début mai à Villarrobledo, le cycle des festivals musicaux s'ouvre avec le Viña Rock, l'un des cinq festivals les plus fréquentés d'Espagne, rassemblant plus de 200 000 personnes.

Un festival ancré à gauche racheté par KKR

L'ancrage à gauche, voire à l'extrême gauche, de ce festival est surtout affirmé par sa programmation, composée majoritairement d'artistes engagés issus des scènes rock, metal ou rap. Il revendique lui-même une conception de la musique comme « *moteur de l'engagement, de la conscience et de la transformation* » et a condamné le génocide du peuple palestinien. Cependant, en 2024, Superstruct Entertainment, société organisatrice et propriétaire du festival, est rachetée par Kohlberg Kravis Roberts (KKR), un fonds d'investissement étatsunien. Celui-ci possède des filiales en Israël, dont Aviv Group GmbH, qui détient Yad2 Internet Ads, proposant notamment des ventes et locations immobilières en Cisjordanie occupée, via des publicités cyniquement intitulées « *du Jourdain jusqu'à la mer* ».

Un boycott massif porté par les artistes

Dans un État espagnol où la solidarité avec la Palestine est une force motrice des luttes sociales, politiques, économiques et culturelles, les participantEs ont commencé à demander en masse le remboursement des entrées achetées. Beaucoup de groupes ont alors annoncé le boycott de l'événement. Le compte Instagram boicotkkra répertorié plus de 300 groupes et artistes ayant affirmé publiquement leur décision de ne pas jouer dans des festivals où KKR avait un rôle. Pour la prochaine édition, le festival avait déjà retardé de deux mois l'annonce des programmations. Celle-ci a été lancée ce 9 décembre et le constat est sans appel : la quasi-intégralité des groupes qui faisaient l'identité contestataire de ce festival a disparu. Aujourd'hui, la plupart des signaux indiquent que le festival risque sa pire édition. Mais le succès de l'action initiée par le soutien à la Palestine et reprise par les artistes montre la vivacité du mouvement culturel espagnol, ayant déjà obligé le festival à se positionner contre le génocide dans le communiqué cité précédemment. Le festival doit alors prendre une décision : rompre avec KKR ou définitivement perdre son identité de festival de gauche inclusif, qu'il tenait de ses spectateurEs et artistes programmés.

Félix Blanquet Le Marchand

À lire sur le site



Portugal: grand succès de la grève générale,
par António Louçã



Une société ne se réveille pas génocidaire un matin d'octobre,
par Marie Schwab

TUNISIE Soutien aux prisonnierEs, stop à la répression

Quinze ans après le début de la révolution tunisienne, le régime autoritaire instauré par Kaïs Saïed multiplie les arrestations, les procès iniques et la répression contre l'ensemble de la société civile. Face à cette offensive, la solidarité internationale est plus que jamais nécessaire.

Débutée il y a 15 ans, la révolution tunisienne avait mis fin au régime brutal du dictateur Ben Ali après près de 23 ans de règne. Le processus de transformation de la société engagé alors a été progressivement remis en cause, puis brutalement interrompu depuis quatre ans par l'actuel président, Kaïs Saïed. Élu « par défaut » en 2019, candidat jugé inoffensif et opposé à un establishment et à des partis politiques toujours plus corrompus, il a profité du discrédit de la quasi-totalité de la classe politique durant la décennie post-révolutionnaire. Cela explique que le coup d'État de juillet 2021 ait bénéficié d'un certain soutien populaire. Prétextant les menaces à la fois islamiste, sioniste et migratoire, Kaïs Saïed a pris le contrôle de tous les rouages du pouvoir en quelques mois.

Un pouvoir fondé sur la répression

Le pouvoir de Kaïs Saïed s'est installé sur fond de paranoïa et de lutte contre la corruption mais aussi de stigmatisation des immigrés, sous couvert de lutte contre les « influences étrangères » et même, sans honte, contre « l'impérialisme ». Dans le même temps, Kaïs Saïed a pourtant accepté, pour renflouer les caisses de l'État, de devenir le supplétif de l'Europe dans la répression des traversées d'exilés. Il désigne en permanence un ennemi intérieur, diabolisant



Kaïs Saïed, DR

ses opposantEs, la société civile ou encore les juges, afin de justifier les pénuries alimentaires, les coupures d'électricité et toutes les difficultés de la vie quotidienne.

Depuis 2021, Kaïs Saïed a massivement utilisé la détention préventive, sans jugement, ainsi qu'une loi sur les « fausses nouvelles », permettant d'arrêter n'importe quel opposantE. Autre levier : les accusations d'atteinte à la sûreté de l'État et de terrorisme, parfois passibles de la peine de mort. Après s'en être pris aux principaux opposantEs politiques en 2023, Kaïs Saïed a progressivement étendu la répression à l'ensemble de la société civile.

Des procès politiques

Début décembre sont tombées les peines en appel du procès médiatique dit du « complot

contre la sûreté de l'État », visant des journalistes, avocatEs, opposantEs politiques, défenseurEs des droits humains, hautEs fonctionnaires et citoyenNEs ordinaires. En avril, en première instance, des peines de prison délirantes, allant jusqu'à 66 ans, avaient été prononcées à l'issue d'une procédure marquée par de très graves violations des droits de la défense. La cour d'appel de Tunis a finalement confirmé des peines allant de 2 à 45 ans de prison.

Les contours du « complot » sont restés extrêmement flous, les preuves inexistantes et, surtout, les accusés ont été empêchés de se défendre. La plupart des « preuves » reposent sur de simples rencontres avec des représentantEs et diplomates européens, présentées comme la démonstration d'une collusion internationale. À noter

que, parmi les accusésEs, BHL (!) a écopé de 33 ans de prison sur la base d'accusations clairement antisémites. Cette théorie du complot antisémite, dans laquelle l'antisionisme est instrumentalisé, est également teintée de racisme négrophobe, sur fond de fantasme du « grand remplacement ». Pour tenter de montrer qu'il bénéficie encore d'un soutien populaire, Saïed a organisé fin décembre à Tunis une manifestation de soutien d'environ un millier de personnes, un chiffre faible malgré l'appui de la police et l'utilisation des moyens de l'État.

Une résistance qui persiste

Malgré la répression, la résistance continue de s'organiser : les campagnes de soutien aux prisonnierEs se multiplient et continuent de défiler chaque mois à Tunis. Le mouvement antipollution à Gabès se poursuit également. Les conditions économiques, combinées à la répression délirante imposée par le pouvoir, ont profondément affaibli les organisations politiques et sociales. Quinze ans de révolution ne s'effacent pas ainsi et la résistance demeure vive, mais il est indispensable de soutenir massivement les militantEs tunisienNEs, emprisonnés ou non, et de démontrer que le pseudo anti-impérialisme de Saïed ne sert qu'à renforcer un État policier au service, précisément, de l'impérialisme.

Édouard Soulier

MALI Les atrocités de Wagner

Au Mali, la violence exercée par les mercenaires russes contre les populations civiles se déploie dans un climat d'impunité totale, sans condamnation ni réaction des autorités maliennes. Cette stratégie de terreur aggrave une situation sécuritaire et sociale déjà catastrophique.



Mercenaires russes à Koundili. WIKIMEDIA COMMONS

Les témoignages recueillis par les organisations de défense des droits humains décrivent des incendies de villages, des pillages et des vols des maigres possessions des habitants. Ils font également état d'enlèvements avec demandes de rançon. Les principales victimes sont des Maliens des communautés peules ou touarègues, accusés à tort d'être complices des djihadistes.

Effets déléteres

Dès le début de l'intervention de Wagner, en décembre 2021, les preuves se sont mul-

tipliées sur les crimes contre l'humanité. Les mercenaires semblaient agir en toute impunité. Le remplacement, en 2024, de Wagner par l'Africa Corps, structure dépendant directement du ministère russe de la Défense, n'a malheureusement rien changé à cette situation dramatique, et pour cause : plus de 80 % des membres de la société fondée par Evgueni Prigojine ont été intégrés dans la nouvelle entité.

Les comportements abjects de ces mercenaires encouragent les militaires maliens à davantage de violence contre les civils et accentuent les divisions, voire les haines communautaires. Les villageois contraints de coopérer avec les djihadistes sont considérés comme des complices par les autorités maliennes.

Les membres de l'Africa Corps n'ont évidemment aucun intérêt à voir la situation du pays s'améliorer, car le chaos demeure pour eux une lucrative source de revenus. Dans les faits, Assimi Goïta garantit une totale impunité à une société militaire privée étrangère qui massacre ses propres compatriotes, contredisant ainsi ses prétentions à défendre la souveraineté du Mali.

Paul Martial

LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1905, 120 ANS APRÈS

La révolution russe de 1905 constitue un moment fondateur du mouvement ouvrier international. Née d'un soulèvement populaire massif contre l'autocratie tsariste, elle voit l'irruption de grèves

de masse, d'insurrections, de mutineries militaires et surtout des soviets, forme inédite d'auto-organisation des travailleurEs. Si elle est finalement vaincue, cette révolution ouvre un cycle

politique décisif, nourrit des débats stratégiques majeurs au sein du marxisme et apparaît rétrospectivement comme une répétition générale de 1917.

Dossier réalisé par Lemmy K

Du « dimanche rouge » à l'insurrection de Moscou

1905 voit se déployer en Russie un vaste mouvement révolutionnaire mêlant grèves de masse, révoltes paysannes et mutineries, violemment réprimé par le régime tsariste.

La révolution de 1905 en Russie débute le 9 janvier (ancien calendrier) par une manifestation pacifique de 100 000 travailleurEs à Saint-Petersbourg venant remettre humblement une pétition au tsar. L'autocratie tsariste ultra-réactionnaire fait un carnage : un millier de morts, c'est le « dimanche rouge ». Le divorce entre le régime et la population est dès lors consommé.

Des grèves de plus en plus radicales

La révolution est rythmée par les vagues de grèves ouvrières qui portent des revendications démocratiques de plus en plus radicales : la première vague en janvier-février s'étend à tout le pays (500 000 grévistes), la deuxième



Membres du Bund derrière le corps de leurs camarades tués à Odessa durant la révolution de 1905



Barricade à Moscou en décembre 1905, Domaine public via PICRYL.

vague en mai-juin, moins importante mais qui prend un cours insurrectionnel, touche plus les régions périphériques habitées par des minorités nationales opprimées (la Russie tsariste, « prison des peuples »), la troisième vague en octobre-décembre (1 million de grévistes, c'est « la révolution d'octobre » 1905) débouche sur une situation de double pouvoir à Saint-Petersbourg avec le soviet ouvrier.

Révoltes dans la paysannerie et l'armée

Parallèlement, la paysannerie, spoliée par la réforme agraire de 1861, se soulève, avec deux pics, l'un en juin (500 émeutes), l'autre en novembre-décembre (1 400 émeutes). Les paysans brûlent des châteaux, se partagent les terres des grands propriétaires fonciers, surtout dans la province de Saratov, le Caucase et les provinces baltes. Avec le désastre militaire subi par l'empire russe dans la guerre

qui l'oppose à l'impérialisme émergent du Japon pour le contrôle et la colonisation de l'Extrême-Orient asiatique, les mutineries dans l'armée se multiplient, la plus célèbre étant celle du cuirassé *Potemkine* dans le port d'Odessa.

Une répression féroce

Le régime tsariste laisse passer l'orage, lâche un peu de lest avec une douma (assemblée consultative élue au suffrage indirect et censitaire). Puis il réprime féroce l'insurrection de Moscou fin décembre 1905, les émeutes paysannes en mai-juin 1906, les mutineries de Helsinki et de Kronstadt en août. Notoirement antisémite, il fomente des pogroms. La révolution de 1905 est finalement vaincue. Elle constitue une sorte de « répétition générale » pour la révolution de 1917 qui renversera « le maillon faible » de l'impérialisme.

Le soviet de Saint-Petersbourg : le pouvoir aux travailleurEs !

En 1905, le soviet devient une forme inédite de pouvoir ouvrier, combinant auto-organisation de masse, lutte politique et perspective insurrectionnelle.



Soviet de Saint-Petersbourg en 1905.

cie par dizaines de milliers, et le mouvement est un échec. Il appelle à une grève politique en solidarité avec les mutins de Kronstadt menacés de la peine capitale et avec les ouvrierEs sous le joug de la loi martiale en Pologne, et il menace d'une grève générale dans les chemins de fer suite à la condamnation à mort de cheminots pour « propagande révolutionnaire » : le tsarisme

recule, c'est la dernière victoire de la révolution de 1905.

Un expérience pour 1917

Le soviet appelle à préparer l'insurrection armée. Il lance un « manifeste aux soldats », leur demandant de rejoindre la lutte des ouvrierEs pour la démocratie. Il essaie de se coordonner avec les soviets en région, notamment celui de Moscou, mais la jonction

ne se fait pas. Le régime tsariste referme progressivement son carcan répressif et, début décembre, reprend le contrôle de la capitale, arrêtant la direction du soviet, dont son président Trotsky. L'expérience des soviets acquiert un retentissement extraordinaire en Russie même et dans le mouvement ouvrier organisé en Europe. En février 1917, les soviets fleurissent spontanément et le soviet de Petrograd², dont Trotsky reprend la présidence, parvient, contrairement à 1905, à les fédérer à l'échelle du pays. « Tout le pouvoir aux soviets », proclamé par Lénine en avril 1917, se concrétise lors de la révolution d'Octobre, le Conseil des commissaires du peuple étant responsable devant le congrès des soviets.

2 – Saint-Petersbourg est rebaptisée Pétrograd de 1914 à 1924, puis Leningrad de 1924 à 1991.

Une révolution bourgeoise ?

En 1905, le soviet devient une forme inédite de pouvoir ouvrier, combinant auto-organisation de masse, lutte politique et perspective insurrectionnelle.

Àu début du 20^e siècle, mencheviks et bolcheviks sont unanimes sur l'immence d'une révolution « bourgeoise » en Russie. Mais ils divergent sur le rôle historique de ses principaux acteurs sociaux et politiques. La Russie a connu depuis le milieu du 20^e siècle un développement capitaliste très rapide, « inégal et combiné », et il s'est formé un prolétariat industriel, certes très minoritaire mais très concentré, qui constitue une force sociale et politique sans commune mesure avec son importance numérique.

Quelle direction pour la révolution ?

Les mencheviks déduisent mécaniquement de la nature bourgeoise de la révolution russe qu'elle doit être dirigée par la bourgeoisie. Et ils assignent donc au prolétariat la tâche d'aider, de soutenir la bourgeoisie à faire sa révolution. Ils écartent toute participation au gouvernement « bourgeois » qui succèdera au tsarisme, soit par une voie parlementaire soit par une insurrection.

Les bolcheviks estiment que la bourgeoisie trahira tôt ou tard la révolution : elle veut négocier un compromis avec le tsarisme sous la forme d'une monarchie constitutionnelle (c'est dans le programme du parti cadet, le principal parti bourgeois d'opposition), car elle a un besoin crucial de l'appareil répressif tsariste pour mater le prolétariat. La bourgeoisie ne voulant pas faire le travail, ils assignent donc au prolétariat la tâche de diriger la révolution. Le prolétariat doit entraîner la grande majorité de la population, qui a intérêt à la république : la paysannerie (la fameuse « alliance ouvrière et paysanne ») et l'intelligentsia démocratique. Ils n'écartent pas la possibilité de participer, minoritairement, à un gouvernement du peuple insurgé pour y porter les revendications ouvrières, mais temporairement, car il ne s'agit pas d'une révolution prolétarienne.

La révolution permanente

Trotsky est d'accord avec les bolcheviks jusqu'à la participation au gouvernement. Mais ajoute-t-il, si le prolétariat est la force dirigeante de la révolution, alors son représentant politique, le POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie, 150 000 membres), sera logiquement majoritaire dans le gouvernement révolutionnaire provisoire. Il ne pourra pas alors s'auto-limiter aux tâches de la révolution bourgeoise. Confronté à l'opposition de la bourgeoisie, il devra prendre des mesures socialistes, notamment l'expropriation de secteurs capitalistes, sous peine de trahir le prolétariat. La révolution bourgeoise transcroîtra ainsi en révolution prolétarienne : c'est le processus de la révolution permanente, expliqué par Trotsky dans *Bilan et perspectives*¹ en 1906, qui se vérifiera en Russie en 1917, et que Trotsky étendra en 1929 aux pays coloniaux et néocoloniaux. La victoire de la révolution prolétarienne en Russie entraînera des révolutions prolétariennes dans des pays capitalistes plus développés d'Europe occidentale, prérequis pour la construction du socialisme en Russie.

1 – <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/bilanp/bpsomm.htm>



SEUIL

ÉCOLOGIE Travaux de l'A69 arrêtés suite aux défrichements illégaux

Les révélations sur des défrichements illégaux fragilisent encore davantage un projet d'autoroute déjà largement contesté, au point de remettre en cause la validité même de son autorisation environnementale.

J eudi 18 décembre, le procureur de Toulouse a demandé la suspension des travaux sur 46 sites défrichés illégalement par le concessionnaire, soit 30 à 42 hectares de chantier non autorisé.

Des infractions établies

Pendant des semaines, une poignée de bénévoles, appuyée par France Nature Environnement Occitanie Pyrénées et le collectif La Voix est libre, ont comparé minutieusement des images satellites et les cartes du dossier présenté par le concessionnaire. Des visites sur le terrain ont confirmé que ces dépassements concernaient des milieux à préserver qu'Atosca s'était engagé à éviter pour obtenir l'autorisation environnementale.

Saisi le 10 décembre, le procureur a estimé que les conséquences environnementales justifiaient une réaction rapide de la justice. Il réclame la suspension des travaux sur 46 sites, assortie d'une astreinte de 10 000 euros par jour.

Une autorisation de plus en plus fragile

L'autorisation environnementale de l'A69 devient caduque. La réponse du juge est attendue pour le 12 janvier. Les préfets du Tarn et de la Haute-Garonne ont pris un arrêté pour stopper le chantier sur les zones concernées. Une « *illusion de fermeté* » dénonce *La Voix est libre*, qui les accuse d'avoir laissé faire pendant deux ans. Ces dépassements affaiblissent un dossier déjà bancal, les terres utilisées pour les travaux étant destinées à devenir des zones de compensation. Cela ne devrait pas échapper à la cour administrative d'appel de Toulouse, qui rendra le 30 décembre sa décision sur la légalité de l'autorisation environnementale du chantier, invalidée en première instance en février. Soutenue par une répression d'État aveugle et brutale, Atosca n'a pas hésité à contourner la loi et a payé les services de barbouzes pour intimider les opposantEs. Contre cette mafia, nous sommes aux côtés des associations et des collectifs qui demandent l'arrêt complet de ce projet illégal et destructeur.

Dominique NPA Tarn sud

À lire sur le site



Arkéma Marseille: lutte pour les salaires face aux profits, par Jean-Marie Battini

Les salariéEs de l'usine Arkéma de Marseille sont en grève totale depuis le 11 décembre pour dénoncer une augmentation salariale dérisoire de 1,2 %, assortie du gel de primes, alors que le groupe affiche 300 millions d'euros de profits et verse 177 millions de dividendes. Lire notre entretien avec Rémi et Sébastien, responsables CGT



La Normandie contre « l'ouverture à la concurrence » du rail

La Région Normandie se lance dans « l'ouverture à la concurrence » dans le rail pour l'exploitation des lignes autour de Caen. RATP Dev, une filiale de la RATP, a été choisie pour les lignes Caen-Cherbourg, Caen-Rouen, Caen-Évreux... Mais l'opposition des cheminotEs est grande : c'est par une grève massive qu'ils ont manifesté leur colère.



Automobile. En Europe, fini le tout électrique en 2035, par Jean-Claude Vessillier

La décision de la Commission européenne de revenir sur l'interdiction des voitures thermiques neuves en 2035 marque un recul majeur, dicté par les intérêts industriels bien plus que par l'urgence climatique et les intérêts des salariéEs du secteur. Cette volte-face révèle l'échec d'une transition guidée par le profit.

FÉMINISME Les luttes féministes face à l'extrême droite et la répression

La date du 25 novembre s'est imposée ces dernières années comme un moment important de dignité, de colère collective et de revendications contre les violences — un rendez-vous de construction du mouvement féministe. Cette année, nous avons aussi dû faire face à de nouvelles contradictions et difficultés.

P artout en France, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux minorisées de genre, les manifestations ont été moins suivies que ces dernières années, donnant une impression de dispersion des organisations féministes. À cela s'est ajoutée, notamment à Paris le 22 novembre, la présence choquante de deux cortèges d'extrême droite, fêmo-nationalistes et sionistes, Némésis et Nous Vivrons, défilant encadrés par la police à plusieurs centaines de mètres derrière les organisations féministes.

L'extrême droite n'est pas féministe et la police choisit son camp

Depuis plus d'un an, l'extrême droite cherche à s'insérer dans les manifestations féministes et met tous ses moyens pour y parvenir, notamment en jouant de ses relations avec le ministère de l'Intérieur. Si elle réussit à s'imposer dans les mobilisations féministes, elle pourra ensuite investir les grèves, les luttes sociales et réécrire l'histoire en faveur de son idéologie immonde, comme elle le fait déjà dans le débat public.

Face à ces groupes qui se revendiquent féministes pour mieux diffuser leur idéologie raciste, islamophobe et identitaire, le mouvement féministe et le mouvement ouvrier sont mis en échec et peinent à apporter une réponse efficace.

Ce qui s'est joué le 22 novembre est aussi un message envoyé par l'État. À Paris, la

police a décidé de protéger la contre-manifestation d'extrême droite et a frappé et violenté les militantes féministes. La BRAV-M était déployée : un dispositif offensif, viril, pensé pour intimider et dégoûter. En fin de cortège, les forces de l'ordre ont chargé, gazé, matraqué et confisqué les pancartes et drapeaux des militantes féministes. La préfecture de police a donc imposé par la force la présence de groupuscules d'extrême droite au sein d'une marche censée dénoncer précisément les violences patriarcales, racistes, transphobes, etc. Pire : des agents cagoulés ont ensuite posé devant une banderole féministe retournée, comme un trophée de guerre — une pratique empruntée aux hooligans et aux groupes fascistes. Cette protection policière des groupes d'extrême droite doit pousser l'ensemble du mouvement féministe à se poser la question de la confrontation et de la gestion de nos propres manifestations.

Faire face et reconstruire la mobilisation

Ce 22 novembre doit être un avertissement. La police protège les fascistes, isole les féministes et tente de discipliner nos luttes par



la peur. Ses pratiques dissuasives excluent les plus vulnérables, limitent la liberté de manifester et cherchent à nous imposer la présence d'organisations racistes et coloniales dans nos mobilisations.

Face à cette offensive, il est urgent que nous nous mobilisions toutes contre l'extrême droite, pour défendre nos manifestations et nos droits, et pour reconstruire des cortèges massifs, féministes, LGBTI, antiracistes, antifascistes, solidaires, capables de protéger nos mobilisations et nos revendications.

Pour ce faire, il faudra aussi dépasser les discours institutionnels qui d'une main mettent en place la constitutionnalisation de l'IVG et l'entrée du consentement dans la loi, et de l'autre suppriment les subventions aux plannings familiaux. Nous devons exiger des moyens à hauteur des besoins pour transformer en profondeur la société.

Les violences faites aux femmes ne seront jamais combattues aux côtés des racistes identitaires, qui reproduisent ces violences, mais dans la lutte collective contre le patriarcat, le racisme, les LGBTphobies, l'impérialisme, le capitalisme et toutes les dominations. Construisons la riposte, dès maintenant.

La commission nationale d'intervention féministe

DNC Trois questions à Thomas Gibert, porte-parole national de la Confédération paysanne

*Maraîcher en Limousin, **Thomas Gibert** revient sur la mobilisation des éleveurEs face à l'épidémie de dermatose nodulaire contagieuse (DNC), les choix imposés par le gouvernement, les fractures au sein du monde agricole et les perspectives de convergence des luttes. Entretien réalisé le mercredi 17 décembre 2025.*

Quelle est l'intervention de la Confédération paysanne dans la mobilisation des éleveurEs ?

Depuis le début de l'épidémie de DNC, on soutient les éleveurEs qui s'opposent à l'abattage de leur troupeau. On les suit dans leur décision de poursuivre ou pas le combat. Les premiers blocages d'abattage ont eu lieu en Haute-Savoie. La répression a commencé dans le Doubs, avec l'utilisation de gaz lacrymogène et de LBD, et elle a été à son paroxysme en Ariège.

En parallèle, la Confédération paysanne a appelé à des mobilisations et blocages partout dans le pays. Très suivis, puisqu'on a atteint 44 mobilisations le week-end du 13 décembre, et ça s'amplifie. Les annonces de la ministre ne sont pas de nature à nous calmer. Le petit élargissement de la zone vaccinale à trois départements ne correspond pas à nos revendications, à savoir : vaccination sur tout le territoire pour permettre l'immunité effective, comme le préconise l'EFSA (l'autorité européenne de sécurité des aliments), protocole scientifique validé par la Fédération des vétérinaires européens, déjà appliqué à la Réunion en 1992 lors d'une épidémie de DNC. La décision d'abattage systématique découle d'une vision



CONFÉDÉRATION PAYSANNE

centrée exclusivement sur les éleveurs tournés vers l'exportation et l'économie libérale.

Peut-on parler d'une fracture dans le monde agricole ?

La fracture est entre, d'un côté, les dirigeants de la FNSEA, qui sont les grands gagnants du système économique libéral tourné vers l'exportation, et, de l'autre, les éleveurEs ainsi sacrifiés, et dont les défenseurs du libre-échange n'ont rien à faire.

D'autres choix étaient pourtant possibles : vacciner l'ensemble du territoire, perdre momentanément le statut d'indemne et négocier avec l'Italie et l'Espagne pour continuer les exportations

le temps que l'immunité collective soit effective. Mais ça allait faire perdre de l'argent aux gros exportateurs.

Ce choix, au sein même de la FNSEA, n'est pas du tout compris par la base. Sur les blocages, nombreux sont les paysans encartés FNSEA. Et plusieurs fédérations départementales de la FNSEA s'opposent à la politique sanitaire choisie par leur direction nationale.

Sur le terrain, comment ça se passe avec les autres forces, notamment la Coordination rurale ?

Avec la Coordination rurale (CR), avec qui il y a le plus de liens sur cette bataille-là, on a des frac-

tures idéologiques extrêmement profondes qu'il n'est pas question de mettre sous le tapis. Mais on a aussi la même sensibilité à défendre les éleveurEs : c'est une question qui nous prend aux tripes. Le troupeau, c'est nos vies, on a des relations très particulières avec nos animaux.

D'autre part, on a une carte à jouer concernant l'élargissement du mouvement avec la question du Mercosur, rejeté par l'ensemble des organisations. Si signature il y a, il est fort probable que ça pète partout dans les campagnes. On a fait un appel au soutien des organisations syndicales et de l'ensemble de la population pour rejoindre nos mobilisations, car l'alimentation, ça concerne tout le monde. Il faut que le mouvement social comprenne que c'est un enjeu. Le camp progressiste n'est pas à la hauteur sur la question de la ruralité.

Les pratiques violentes de la CR nous posent clairement problème, et nous pouvons aussi en être victimes. Mais on essaie de trouver, d'une part, des réponses économiques à la précarité de la ruralité et au problème systémique d'isolement, et, d'autre part, des réponses de solidarité internationaliste.

Propos recueillis par Aurélie

Culture

ESSAI Cuisine ou barbarie, de Maria Nicolau

Traduit de l'espagnol par Silvia Nieto Cortés, Éditions Arpa, 2025, 320 pages, 22,90 €

« Un guide révolutionnaire de recettes traditionnelles pour rendre au peuple ce qui lui appartient: le bonheur et la liberté de cuisiner et de manger. » (présentation de l'éditeur)

Révolutionnaire... ça nous va ! Le livre de Maria Nicolau a fait un carton en Catalogne. Sa traduction en français est un événement. *Cuisine ou barbarie* procède lui-même d'une recette savante, qui allie manifeste politique contre la malbouffe, proclamation de l'attachement à une cuisine ancrée dans un territoire, une époque, un mode de vie, et même traité de vulgarisation de physique...

Pas d'illustration — la langue elle-même est poétique, riche et illustrative —, pas de photos couleur, pas même de recettes à proprement parler. Tout est dans le corps du texte. Cela donne une forme fluide à l'ouvrage, refusant d'enfermer les lecteurEs dans le cadre contraignant des « recettes » des livres traditionnels de cuisine.

Un peu rebelle, peut-être, l'autrice se défie de « la recette » ! « Une recette peut être une formule magnifique, très bien faite, efficace ! (...) Mais saurait-on réellement quelque chose de ce plat après l'avoir préparé ? Ou ne devrait-on se limiter à dire de nous-mêmes que, au fond, on a un certain talent pour obéir ? » Cela sent l'insurrection dans la cuisine ! Un appel à la créativité, à l'appropriation personnelle de la meilleure façon d'agencer des éléments dont la provenance et la qualité doivent donner sens à l'acte de cuisiner.

L'exemple de la génoise

Maria Nicolau nous invite, au fil des pages, au sein de démarches qui, si l'on accepte de fouiller, de chercher, d'interpréter, doivent bien nous conduire à l'assiette. Maria nous parle de la génoise ? Pour nous donner envie : « Qu'est-ce qu'une génoise ? Une génoise est une merveille ! Un poète nous dirait que c'est un morceau de ciel capturé pour être savouré, et il aurait raison ! » Pour cuisiner intelligemment : « Pourquoi une génoise lève-t-elle ? C'est fantastique : une génoise monte parce qu'elle est soumise aux mêmes lois de la physique que nous et que tout ce qui nous entoure ! Elle monte parce qu'elle ne peut pas faire autrement ! » Mais pas d'inquiétude : dans les pages qui suivent, non seulement Maria nous livre tous les éléments indispensables à la réussite de la génoise, mais elle nous explique pourquoi et comment on va la réussir, ainsi que les différentes manières de faire varier cette recette en fonction de ce que l'on veut en faire. N'est-ce pas de saison ?

Claude Moro

MARIA NICOLAU

CUISINE OU BARBARIE

arpa

Vie du NPA l'Anticapitaliste

FORMATION Un week-end pour commencer l'année avec l'antiracisme

Les 11 et 12 janvier 2026, la Commission nationale antiracisme du NPA organise un week-end de formation national pour nos militantEs et sympathisantEs à Rotographie.

Au cours de ces dernières années, notre organisation a approfondi son analyse de l'oppression raciste. Notre intervention se focalisait jusque-là essentiellement autour de l'intervention dans les cadres de solidarité avec les personnes exiléEs et migrantEs et sur le racisme d'État lié aux politiques de contrôle des frontières.

Après deux ans d'approfondissement
Les débats menés en Conseil politique national, puis lors du Congrès, ont confirmé la volonté de nos militantEs de renforcer notre orientation antiraciste, en tant que tâche déterminante pour les révolutionnaires, notamment face à la progression des idées d'extrême droite et fascisantes. Afin de porter cette orientation, la Commission nationale antiracisme (CNAR) a été créée en 2024 comme cadre interne d'éla-

boration et d'intervention sur la base d'une analyse marxiste du racisme systémique. Depuis, les membres de la CNAR ont participé aux formations nationales et animé des formations dans de nombreux comités.

Un temps de formation pour tous
Il était plus que temps de proposer une formation nationale ouverte à l'ensemble des camarades, pensée non seulement comme un temps de débat sur des enjeux actuels qui traversent la société et le parti, mais également comme un temps de partage et d'appropriation de la politique que nous portons vers l'extérieur. Le programme s'adresse ainsi tant aux militantEs forméEs sur l'antiracisme qu'à des militantEs récemment arrivéEs, ou qui se posent des questions : plusieurs plénières sur la définition du



racisme structurel, la blanchité ou encore l'islamophobie, qui sont des notions fondamentales dans notre compréhension des dynamiques de l'oppression raciste ; et des ateliers plus spécifiques sur le continuum colonial, les différentes formes de racisme, l'intervention syndicale et les

liens entre lutte antifasciste et antiracisme. Enfin, une soirée festive est prévue le samedi soir, qui suivra une émission diffusée en direct sur nos chaînes YouTube et Twitch : « Comment construire un mouvement antiraciste en France ? », avec plusieurs invitéEs, militantEs du mouvement antiraciste. Preuve que cette formation répond à un besoin : nous comptons déjà une soixantaine d'inscriptions, venues de toute la France ! Il est encore temps de s'inscrire, d'en parler dans vos comités et à vos sympathisantEs, avec qui nous aurons le plaisir d'échanger et de discuter de notre intervention dans le mouvement antiraciste.

Pour s'inscrire :
<https://2cm.es/WECNAR2026>

La Commission nationale antiracisme

RNPP Une rencontre public/privé riche et constructive

Tenir la RNPP (réunion nationale des salariéEs du public et du privé) est toujours un moment important pour notre organisation. Elle nous permet de partir de nos expériences dans le monde du travail pour confronter nos analyses et nos pratiques.

Une cinquantaine de camarades y ont participé, les 13 et 14 décembre dans nos locaux de Montreuil, représentant aussi bien le public que le privé, des chemins aux finances publiques, du ministère de la Transition écologique à l'automobile, en passant par La Poste, l'Éducation nationale, la santé, le travail social ou encore Ariane Espace. La qualité des débats était au rendez-vous, comme à chaque fois que nous échangeons autour des interventions concrètes des camarades et des comités.

Mobilisations, luttes et échanges d'expériences
Le samedi matin a commencé sur les chapeaux de roue avec un débat en plénière pour analyser la séquence de l'automne et l'échec de la jonction de Bloquons-Tout et des manifestations intersyndicales. En visio, une camarade de la Gauche anticapitaliste nous a raconté la construction des trois jours de grève en Belgique contre le gouvernement Arizona. L'après-midi a été consacré à des ateliers par branches (public, privé, SNCF et La Poste), avant un retour en plénière pour échanger sur la lutte contre les licenciements — à Brandt, aux Forges de Commentry, et partout ailleurs. Là encore, l'atelier a permis un échange d'expériences, comme quand une camarade a pu raconter le travail interprofessionnel qui a construit une belle manifestation de soutien aux salariéEs de Teisseire à Crolles (38).

Structuration syndicale et perspectives
Le lendemain matin, trois ateliers thématiques se sont tenus en parallèle sur la Sécurité sociale et son avenir à l'heure des budgets d'austérité toujours plus brutaux, sur la santé et la sécurité au travail, et enfin sur la manière de reconstruire un groupe de travail Embauches qui aide les camarades à s'implanter. Ensuite, nous nous sommes retrouvéEs par organisation syndicale (CGT et Solidaires) pour échanger sur les évolutions et les débats internes de ces deux centrales : congrès confédéral de juin 2026 et vagues « dégaugistes » dans les congrès d'UD-CGT, protocole VSS, « maison commune » et « réunification syndicale ». Il y avait de quoi discuter. Enfin, le dernier débat de ce riche week-end était intitulé « Structuration de la classe, UL, UD, bourses du travail..., et rôle des militantEs révolutionnaires ». À l'heure de l'atomisation du salariat, de la disparition des plus grosses concentrations ouvrières, comment reconstruire du collectif ? Où et comment regrouper les salariéEs dans le combat contre le capital ? Une discussion on ne peut plus urgente. Bref, cette RNPP a encore été une réussite par la qualité des débats, les questions posées et la volonté de trouver les réponses ensemble.

Sally Brina

Les Nôtres. Serge Chasseuil.
Serge Chasseuil, militant internationaliste de longue date, est décédé après des problèmes de santé qui l'avaient récemment éloigné de l'activité militante. Engagé dès les années 1970 à la Ligue communiste, puis à la LCR et au NPA, il a toujours défendu un marxisme concret et ouvert, marqué par la solidarité avec les peuples opprimés, notamment palestinien et ukrainien. Militant syndical à la CFDT chez Thales, il y portait une orientation de lutte de classes. Revenu en Charente à la retraite, il a participé activement aux mobilisations locales, aux campagnes électorales du NPA et à la vente militante du journal. Contributeur régulier de la rubrique Culture, passionné de bande dessinée et de voyages, il laisse le souvenir d'un militant déterminé, fidèle et engagé.

Inprecor n°740 – janvier 2026. Revue sous la responsabilité du Bureau exécutif de la 4^e Internationale. Pour ce premier numéro de 2026, *Inprecor* aborde la stratégie américaine formulée par Trump (Ana Cristina Carvalhaes) et ses conséquences au Venezuela (Luis Bonilla-Molina), ainsi qu'une analyse des actions de l'extrême droite au Mexique (José Luis Hernández Ayala).

Nous publions également un retour sur les luttes contre la pollution à Gabès, en Tunisie (Akssil Tunisi), ainsi qu'une analyse des organisations syriennes et de leurs liens avec l'État (Mounif Mulhem).

Nos camarades Simon Hannah et Terry Conway dressent un bilan du difficile congrès de Your Party en Grande-Bretagne. Une étude de Diogo Machado et Francisco Louçã aborde les transformations du régime d'accumulation du capital et les rapports avec les classes dirigeantes auxquelles nous faisons face.

Nous annonçons également les prochaines rencontres écosocialistes qui auront lieu à Bruxelles.

Enfin, Uraz Aydin présente la position stratégique de Trotsky (et Kautsky) sur la culture, tandis qu'Anouk Essayad présente le livre *Slavery and Capitalism*. A New Marxist History.

Pour s'abonner : <https://la-breche.com/abos-inprecor>
Réseaux sociaux : <https://linktr.ee/inprecor>

Vie du NPA. Soirée-débat riche en échanges au Havre

Achetez vos livres sur la-breche.com

SOUSCRIPTION NPA 2025 Vous avez au moins une bonne raison de donner

Face à la montée de l'extrême droite, aux guerres impérialistes, aux politiques d'austérité et à la répression, le NPA poursuit son combat pour une alternative écosocialiste, unitaire et révolutionnaire. Soutenir cette souscription, c'est donner les moyens de continuer la lutte sur tous les fronts.

Le NPA-l'Anticapitaliste lance une campagne de dons pour se doter d'un local abritant ses activités politiques (inter)nationales et franciliennes, la rédaction de sa presse papier et numérique, son imprimerie et sa librairie. Votre aide est vitale pour nous : même des petits dons ! Alors si vous souhaitez nous aider à continuer la politique qui a été et est celle de notre courant politique, de la LCR au NPA, faites-nous un don !

Contre les guerres impérialistes et les crimes coloniaux

Vous avez manifesté sans relâche contre le génocide en Palestine ? Vous refusez l'amalgame entre critique du sionisme et antisémitisme, qui permet de disqualifier toute remise en cause de l'État d'Israël et de ses soutiens impérialistes ? Vous considérez en même temps que l'antisémitisme a plusieurs sources et formes d'expression et qu'il n'est pas « résiduel » ? Votre boussole en politique internationale n'est pas le cynisme du « grand jeu » impérialiste ou le pseudo-pacifisme qui se résout dans le campisme, ni l'improbable défaitisme révolutionnaire et ses proclamations abstraites à l'unité des travailleurs par-delà la ligne de front, mais le droit fondamental du peuple ukrainien à se défendre, y compris par les armes, contre l'agresseur russe ? Vous considérez que la lutte du peuple ukrainien est la première ligne de défense antifasciste au niveau international, sans que cela vaille la moindre approbation pour le régime capitaliste et encore plus corrompu de Zelensky, et encore moins pour l'OTAN ?

Une gauche de combat face à l'extrême droite et à l'austérité

Vous n'avez aucune illusion sur les institutions de la V^e République et, plus généralement, sur la démocratie bourgeoise, vous militez sur votre lieu de travail ou d'études, vous êtes dans la rue car « c'est là que ça se passe », vous avez maintes fois dénoncé les journées de grève « saute-mouton », vos formes de mobilisation ne se limitent pas aux manifs « plan-



plan», mais vous savez l'importance de la stratégie de front unique ? Vous savez que celle-ci se déploie notamment dans le cadre électoral et que seule une gauche de combat rassemblée peut faire barrage à l'extrême droite en 2027 ?

Vous ne comprenez pas grand-chose au contenu précis comme aux modalités d'adoption du PLF (budget de l'État) et du PLFSS (budget de la Sécurité sociale), mais vous savez bien que les concessions obtenues par le PS ne sont que des miettes face au rouleau compresseur austéritaire ? Vous êtes atterrés devant le spectacle du crétinisme parlementaire qui s'approfondit chaque jour

depuis les élections législatives anticipées de 2024, vous pouvez même ricaner de l'instabilité gouvernementale, mais vous savez distinguer, dans ce chaudron des vanités personnelles et boutiquières, le bloc bourgeois réactionnaire en fusion allant des libéraux autoritaires macronistes à l'extrême droite plébéienne du RN, en passant par l'extrême droite bourgeoise de LR ou de Zemmour.

Féminisme, antiracisme et luttes sociales indissociables

La lutte contre le patriarcat et toutes ses manifestations subies par les femmes et les minoriséEs de genre est pour vous inséparable de la lutte contre le capitalisme ? De même pour le racisme ? Vous avez compris que la reproduction des oppressions favorise la reproduction de l'exploitation, divise le prolétariat et qu'une révolution socialiste sera forcément féministe et antiraciste ?

Pour vous, les violences policières ne relèvent évidemment pas d'excès localisés, ni même seulement d'une politique émanant d'un pouvoir délégitimé, mais sont inhérentes à la fonction et à la composition sociale des forces de répression intérieure ? BAC et BRAV-M, dehors ! Désarmons la police au contact de la population. Vous pensez que les missions relatives à la sécurité publique et quotidienne pourraient un jour être accomplies par des brigades populaires composées de la diversité des habitantEs d'un secteur, et que seules les missions les plus dangereuses et complexes seraient accomplies par des professionnelLES armés au sein de services centralisés ?

Répression policière, écologie, santé : un même système à combattre

Vous n'avez aucune accointance avec les syndicats FNSEA ou CR, mais vous comprenez que la gestion par l'État de l'épidémie de dermatose bovine rappelle tristement le mélange d'inconséquence,

de brutalité et de mensonge subi par l'ensemble de la population pendant la pandémie de Covid ? Pesticides, malbouffe, mobilité : déjà bien peu considérées, vous prenez la mesure des flagrants reculs du pouvoir sur les questions d'écologie et de santé alimentaire dans le sillage du retour de Trump aux affaires en janvier dernier ? Vous vous êtes forcément reconnus quelque part dans tout ce qui précède. Alors soutenez-nous !

Soutenez notre orientation et notre action. Sur tous les fronts, le NPA-A lutte, à sa modeste échelle, pour un futur écosocialiste, tout en tenant compte du présent et en cherchant à rassembler notre camp social. Unitaire et révolutionnaire ! Soutenez aussi notre projet d'un nouveau local utile aux luttes !

IntellectuelLES : iels soutiennent la souscription du NPA-l'Anticapitaliste et de la librairie La Brèche

Gilbert Achar, politiste
 Ludvine Bantigny, historienne
 Sebastian Budgen, éditeur
 Manuel Cervera-Marzal, politiste
 Joseph Daher, politiste
 Bernard Friot, sociologue et économiste
 Fanny Gallot, historienne et co-directrice de *Contretemps*
 Isabelle Garo, philosophe
 Franck Gaudichaud, politiste
 Rob Grams, rédacteur en chef adjoint de *Frustration*
 Samuel Hayat, politiste
 Irene García Galán, historienne et militante féministe
 Aurore Koechlin, sociologue et militante féministe
 Christian Laval, sociologue
 Olivier Le Cour Grandmaison, politiste
 Laurent Lévy, auteur
 Michael Löwy, philosophe
 Henri Maler, philosophe et fondateur d'Acrimed
 Ugo Palheta, sociologue et co-directeur de *Contretemps*
 Stefano Palombarini, économiste
 Stéfanie Prezioso, historienne
 Daniel Tanuro, militant écosocialiste
 Sylvie Tissot, sociologue et co-animatrice du site *Les mots sont importants*
 Enzo Traverso, historien

DON.NPA-LANTICAPITALISTE.ORG

Philippe Poutou

Vu l'évolution des choses, c'est le moment de taper le plus fort possible. Soutenez la librairie La Brèche et la campagne de souscription du NPA !

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion@lanticapitaliste.org

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
 NPALanticapitaliste
 l_anticapitaliste
 Lanticapitalis1
 anticapitaliste.presse
 lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :
12 € = 3 mois d'hebdo
 ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°170 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



L'image de la semaine

